

Khadija Doukali "il est bon qu'émergent désormais des personnalités issues de la société civile pour marquer leur engagement et servir le pays"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 31 mai 2012

Khadija Doukali, candidate dans la 9^{ème} circonscription des Français de l'étranger (Maghreb et Afrique de l'Ouest), livre à libertepolitique.com ses convictions et son programme.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Parce que je porte ce projet en moi depuis longtemps, parce que je pense qu'il faut renouveler le personnel politique, de tous bords, de toutes origines, et qu'il est bon qu'émergent désormais des personnalités issues de la société civile pour marquer leur engagement et servir le pays, les citoyens, en apportant une autre approche, plus concrète, plus pragmatique. J'ajoute qu'en tant que femme j'ai aussi envie d'ajouter une autre voix dans le concert éminemment masculin de l'Assemblée nationale.

Dans quelle circonscription ?

Je suis investie pour représenter la 9^{ème} circonscription des Français de l'étranger qui regroupe 16 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest : Algérie, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Tunisie. Une vaste circonscription de près de 10 millions de km² où mes compatriotes sont très attachés au lien qui nous unit à la France.

Pour quel parti ?

L'UMP, dans toute la richesse de ses composantes, un parti qui porte haut les valeurs républicaines et d'humanisme où je me reconnais fondamentalement.

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

De mon expérience professionnelle j'ai retenu que rien n'avancait sans le concours des autres, un certain altruisme et le désir de servir la collectivité. C'est ce qui me guide et me pousse à aller de l'avant. C'est pourquoi je me suis engagée en politique. Cette notion de service et d'aider les autres est ma motivation principale. Et puis travailler dans l'intérêt de la France et des Français est une noble mission.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Elle s'inscrit plus que jamais dans la situation actuelle : renouveler le personnel politique, le rajeunir, donner un accès plus équitable aux responsabilités politiques aux femmes, et s'ouvrir à tous les milieux pour que la société soit la mieux représentée. J'ajoute, pour reprendre une parole politique, qu'il serait bon que le parti d'opposition, ce qu'est à ce jour l'UMP, ait un accès élargi à l'Assemblée nationale et que le PS ne musèle pas son opposition en étouffant toute velléité de parole libre et engagée.

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élue ?

A la fois sur le terrain et à Paris, à l'Assemblée nationale. Si le rôle d'un député est de participer au débat démocratique et de légiférer, il est aussi, avant tout dirais-je, d'être à l'écoute de ses concitoyens, d'apporter des solutions concrètes et pas de participer à un débat stérile entre opposition et majorité dans une guerre des chefs. Pour ma part, je n'envisage mon rôle que dans l'action et avec une circonscription à l'échelle de la 9^{ème}, cela veut dire de fréquents déplacements et une antenne permanente partout, dans chacun des pays, pour

être en phase avec ce qu'attendent les électeurs : qu'on s'occupe d'eux, qu'on les représente et pas qu'on fasse de la représentation. Je suis d'un naturel battant et on me reconnaît une certaine énergie que je mettrai justement au service de cette cause : faire avancer les dossiers et donner une voix aux Françaises et aux Français de ma circonscription.

Si vous n'êtes pas élue comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Je continuerai mon militantisme au sein de la délégation nationale UMP du Maroc et je serai extrêmement vigilante sur le travail effectué par celui ou celle qui sera élu. Et il est probable que je ferai tout pour reprendre part à la prochaine législative. Maintenant que j'ai goûté à ce combat, avec ce qu'il a de grand, malgré les bassesses que j'ai pu constater, je doute de m'arrêter. J'ai une trop haute opinion de la politique, dans ce qu'elle peut changer le monde, apporter des solutions, aider les gens, pour ne pas vouloir continuer, quelles que soient les vicissitudes. C'est un challenge que je veux relever et j'ai de nombreuses années devant moi, le soutien de mes proches et le désir de faire du mieux que possible. Comme disait le général de Gaulle au soir du 18 juin, vous remarquerez d'ailleurs que ce jour anniversaire sera le lendemain du résultat des élections législatives, « la France a perdu une bataille, mais pas la guerre », c'est ainsi que je conçois les choses : se battre pour faire valoir ses idées et son idéal.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Il faut arrêter de penser que la finance est au centre de tout, ce qui compte c'est la valeur humaine, ce que nous faisons, et donc ce que nous valons. Un député par exemple est élu sur ce qu'il promet et sa capacité à tenir ses engagements. Si tel n'est pas le cas, il est éjecté par ses électeurs et ne verra pas son mandat renouvelé. Le rôle de la finance c'est de participer au développement, pas de le freiner, pas de l'empêcher. Les banques ont pour rôle d'aider par des emprunts, pas seulement de placer l'argent à court terme pour financer quelques rentes. Le gouvernement devra prendre à bras-le-corps le problème de la dette tout en insufflant des mesures qui ne bride pas l'économie. La crise ne fera que s'aggraver si on ne parle que d'austérité. Les peuples ont besoin d'espoir pour vivre, c'est l'horizon que nous devons ouvrir et offrir, malgré la conjoncture, à cause de la conjoncture.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Je viens de parler de la valeur humaine à laquelle je suis fondamentalement attachée, je n'ai donc aucune opposition de principe avec des positions qui visent à respecter la vie sous toutes ses formes, y compris la liberté de choisir le moment de son départ. L'allongement de l'espérance de vie ne doit pas masquer l'abandon dans lequel se trouvent nombre de nos compatriotes. Nous avons soutenu des mesures pour la dépendance à l'UMP, exprimées dans notre Livre Blanc, et je suis très sensible à toutes ces questions sur la fin de vie. Sans doute parce que je suis une femme, une mère, je sais trop combien la vie est précieuse et que la donner implique de l'amour et du respect. C'est ma ligne de conduite. A partir de là, ma réflexion est celle de la liberté de chacun à décider de sa vie, tant qu'il en a la capacité. Quant aux cellules souches embryonnaires, j'avoue que c'est un sujet délicat sur lequel je ne peux ni ne veux m'engager. La science a fait d'énormes progrès mais nous devons être conscient des risques que nous prenons ou faisons prendre. Jouer à l'apprenti sorcier est dangereux, je pense qu'il faut confier ce débat à des experts et il appartient au politique de décider à partir de là pour légiférer, sans emballement, sans arrière-pensée, au-delà des clivages, pour le bien de tous.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Autant le dire, sur ce sujet, je suis plus que réservée. Ce n'est pas mon approche et j'ai des craintes quant au bon fonctionnement d'une cellule familiale composée de deux parents du même sexe. Ce n'est pas dans ma culture et je ne suis pas certaine que ce soit un signe de progrès évident. Je sais qu'il pourrait être démagogique de vous répondre par la positive mais je préfère montrer mon hésitation pour ne pas dire mes réticences. Je serai attentive à tout ce qui se dira et se fera, sans œillères, mais avec un sentiment très mitigé. Que deux être du même sexe s'aiment c'est une chose, qu'ils se marient, pourquoi pas, qu'il puissent adopter un enfant, là, j'y vois un problème. Et un problème que nul ne peut anticiper n'en déplaît aux esprits bien-pensants de gauche. Dans la formation de l'enfant, ce contre-modèle me dérange. Demande-t-on à un enfant de six mois ou de deux ans son avis sur la constitution du couple de ses parents ? La réponse est non bien évidemment. Mais quand il aura douze ou seize ans, qu'en sera-t-il ? Comment réagira-t-il ? Qui le sait ? C'est pour toutes ces questions que je suis dubitative et que je demande à ce que la discussion soit ouverte et pas simplement tranchée par un à-priori ou un diktat faussement consensuel.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

En tant que mère je ne connais que trop le sujet et ce qui est vrai pour les Français sur le territoire national l'est aussi pour ceux de l'étranger, même si nos collèges et lycées ont une encore une certaine aura et bénéficient d'un contexte particulier. Je pense que l'éducation est un axe prioritaire, comme l'a décidé ce gouvernement, mais il ne suffit pas de le dire, il faut agir. Et cela ne se traduit pas qu'en nombre d'enseignants. C'est une question de discipline, de volonté, de morale et de méthode. Les élèves, c'est-à-dire nos enfants, ont besoin d'un encadrement, d'une ouverture d'esprit et d'une motivation. Ce que les anglo-saxons en règle générale ont mieux compris que nous. D'où le succès de leurs diplômes au niveau des études supérieures et l'attraction qu'exerce les MBA, entre autre, sur les étudiants. La France d'aujourd'hui ne peut pas se référer qu'à Jules Ferry, il faut intéresser les élèves, de tous âges, aux disciplines, en fonction du monde qui les entoure. Les médias, les nouvelles technologies, ont pris le pas et donnent autant à penser et à voir le monde que ce que l'école propose. On ne peut établir des barrières et interdire aux enfants de voir la télé, d'utiliser Internet, de zapper sur leur télécommande et d'utiliser Wikipédia en lieu et place du bon vieux Larousse. L'école est un lieu de brassage, de socialisation, d'apprentissage. C'est en quelque sorte l'école de la vie. Les notes ne font que représenter ce que nous connaissons, et connaissons tout au long de notre existence. Nous sommes félicités ou sanctionnés à longueur d'année. L'école c'est l'affaire des professeurs, des parents et des élèves, on l'oublie trop. Il fut un temps où le magistère de l'enseignant était total, aujourd'hui il est remis en cause. A chacun de retrouver sa place, les professeurs sont les porteurs d'un savoir, les parents doivent être des relais de transmission, pour que les enfants se sentent bien dans leur peau et grandissent en harmonie. Vaste sujet qui déborde largement du cadre de l'Education nationale.

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Revenons à notre cas propre, celui des enfants de Français résident à l'étranger et aux enseignants qui s'y trouvent. Je pense que leur situation n'est pas comparable à celle que l'on constate dans l'hexagone. Les enfants dont les parents travaillent à l'étranger ont un autre rapport à la scolarité qui favorise peut-être leur succès. Ils sont hors du territoire national, ils ne le connaissent pas d'ailleurs ou mal, selon leur âge, leur milieu, la profession de leurs parents. Il faut néanmoins renforcer la présence des lycées français et rendre cette scolarité gratuite pour éviter toute injustice. La qualité des établissements français à l'étranger est en général reconnue, au point qu'elle serve souvent de modèle et de référence. C'est bien la preuve que le problème de l'Education nationale vient plus des méthodes employées, un faux égalitarisme qui nivelle par le bas, une absence de concertation, des réformes qui se suivent et que personne ne suit, que d'un enseignement à la française. Pour cela, il me semble que les jeunes Français de l'étranger ont presque plus de chance que leurs homologues sur le territoire. C'est un paradoxe qui devrait faire réfléchir les députés et ouvrir le dialogue.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent

aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

La précédente présidence de Nicolas Sarkozy a essayé de changer le mode de pensée du tout-Etat et toujours plus d'Etat, en ne renouvelant qu'un poste sur deux dans l'Administration publique et en prônant une meilleure rentabilité de l'appareil d'état. Cela lui a valu de sérieuses critiques même si des réformes importantes, comme celle sur l'âge de la retraite, sont passées. D'un côté, les Français veulent le maintien de leurs acquis, de leurs avantages sociaux, de l'autre, ils savent que le monde a changé et qu'ils ne vivent pas sur un îlot et encore moins dans la prospérité. Pour autant, sont-ils prêts aux sacrifices et à voir certains acquis remis en cause ? Il semble que la dernière campagne présidentielle ait montré, bloc contre bloc, que les antagonismes étaient fortement présents. C'est le « french paradoxe » ! On fait la grève, après on négocie et on recommence, sans trop tenir compte du contexte global. J'attends de voir ce que le nouveau gouvernement va entreprendre pour réduire les déficits tout en tenant ses engagements, dont certains sont à l'évidence très coûteux. Pour ma part, je crois qu'il vaut mieux relancer l'activité par la libre entreprise, par l'aide aux entreprises que par l'augmentation des impôts, qui pèseront de toute façon plus sur les classes moyennes que sur les classes aisées sans contrepartie pour les classes défavorisées. N'oublions pas qu'en la matière un Français sur deux ne paie pas l'impôt sur le Revenu. Les Administrations ont commencé à faire leur mue, je pense à la Poste en particulier, à cause de l'ouverture des marchés. Il faut garder l'esprit du service public mais pas l'enfermer dans une bulle de privilèges à destination de quelques-uns et au détriment de la collectivité (la différence entre les retraites du privé et du public est là pour le démontrer). En clair, la France ne s'en sortira que si elle accepte de revoir son modèle social pour en faire un modèle libéralo-social. Ce dont je doute que les socialistes prennent le chemin !

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

La famille est et reste le modèle absolu, toutes générations, toutes cultures, tous pays confondus. Sa définition s'est effilochée dans la mesure où on assiste à des recompositions familiales à travers des séparations, des remariages, de nouvelles unions, où se trouvent réunis différents enfants de différents parents. C'est effectivement une nouveauté à laquelle s'ajoute l'allongement de la vie, le fait que de jeunes grands-parents se substituent, au moins ponctuellement à des parents parfois très occupés professionnellement ou éloignés par la distance. La politique familiale au sens strict n'est donc plus de récompenser une mère de famille nombreuse, comme ce fut le cas, ou de donner des allocations sans tenir compte des budgets familiaux mais bien au contraire de rétablir des équilibres et d'aider ceux qui en ont le plus besoin. Pour ce qui est des Français de l'étranger, cela veut dire un soutien dès la naissance et une aide dans la scolarité, alors que nos compatriotes peuvent se sentir isolés, loin des leurs et sans cette aide familiale de proximité que d'autres connaissent.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

Je viens de l'évoquer plus haut, les Français de l'étranger qui me concernent n'ont pas tout à fait la même problématique. Leurs enfants évoluent dans un autre milieu, où ils sont naturellement mélangés à d'autres nationalités dès le plus jeune âge. C'est très formateur, notamment au niveau des langues, mais cela veut dire que les parents soient aidés, surtout si les deux travaillent. Quand on habite hors de France, pour des raisons professionnelles, de choix, d'héritage familial, on n'appréhende pas les choses de la même façon. Un enfant qui baigne dans une autre culture, voire dans une double culture est plus ouvert, mais il a aussi besoin de repères. Les enseignants et les parents les lui procurent. C'est ce qu'il faut encourager et maintenir à travers un tissu relationnel et une présence française de part le monde (écoles, librairies, expositions, festivals, échanges culturels, bourses). C'est vital pour notre rayonnement.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Qu'il s'agisse de retraite, de dépendance, du handicap, de la santé, la solidarité est un maître mot qui doit recouper toutes les situations y compris les plus délicates. On prend trop souvent les Français de l'étranger pour des privilégiés alors que pour certains cette situation n'a rien de confortable, bien au contraire, elle peut

masquer une solitude. Que ce soit le régime social de santé, les maisons de retraite, l'accès aux soins liés à la dépendance, les mesures en faveur du traitement, du logement des handicapés, nous avons proposé des mesures nombreuses pour pallier aux carences et améliorer la situation actuelle. Je ne peux toutes les énumérer ici mais je les ai étudiées dans des fiches qui s'appellent K par K et que chacun peut découvrir sur mon site www.doukali2012.com

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

C'est très simple, la France est un état de droit laïc qui reconnaît à chacun la liberté de penser et de prier selon sa religion, dans le respect des règles de la République. Depuis la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905, la France vit sous ce régime et s'en porte très bien. Cela veut dire une grande tolérance et il appartient au politique de veiller à ce consensus que personne à priori ne remet en cause. Je pense d'ailleurs que le politique n'a pas à se mêler de ces affaires religieuses ni à trop légiférer. La religion est dans la sphère du privée, de l'intime. A chacun d'exprimer sa foi selon ses convictions, sans empiéter sur le domaine public. Tout débat qui prétend s'emparer du sujet risque de jeter de l'huile sur le feu ou de réveiller de vieilles querelles. Je sais que Malraux a prédit que « le XXIème siècle sera religieux ou ne sera pas », mais je l'entends plus comme une réflexion, une quête personnelle, partagée mais non imposée et encore moins étalée sur la place publique pour en faire un objet de division. L'hémicycle n'est pas une cathédrale et si se côtoient probablement des courants que d'aucuns apparentent à des chapelles ce n'est pas pour exacerber ce type de passions mais bien pour les maîtriser, dans le calme et la retenue.